

Art. 5. Les délégations accordées suite au présent arrêté, sont également accordées au fonctionnaire chargé de la suppléance du secrétaire général ou qui le remplace en cas d'absence temporaire ou d'empêchement. En cas d'absence temporaire ou d'empêchement, le fonctionnaire concerné appose la formule "Pour le secrétaire général, absent", au-dessus de son grade et de sa signature.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 9 avril 2010 portant délégation au Secrétaire général du Département des Affaires étrangères de certaines compétences en matière de l'importation, de l'exportation ou du transit d'armes, de munition et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou au maintien de l'ordre, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

Bruxelles, le 26 juillet 2011.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2371

[2011/204441]

25 AOUT 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant la régulation des espèces renard et sanglier dans les réserves naturelles domaniales des Hautes-Fagnes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882, l'article 7, remplacé par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 6 décembre 2001;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 11, modifié par le décret du 6 décembre 2001, et l'article 41, remplacé par le décret du 6 décembre 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, l'article 2, et l'article 5, modifié par l'arrêté du 18 juillet 1991;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2000 portant création des réserves naturelles domaniales des Hautes-Fagnes;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 8 mars 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 6 juin 2011;

Considérant la diminution préoccupante de la population du tétras lyre qui était, d'après le recensement de 2010, au plus bas de son histoire;

Considérant que la prédation par le renard et le sanglier a été identifiée comme un facteur déterminant de la diminution des populations de tétras lyre;

Considérant que le contrôle de ces prédateurs par une action en périphérie de la réserve s'est avéré inefficace;

Considérant l'urgence d'enrayer l'érosion des populations de tétras lyre;

Considérant qu'il n'y a pas d'autre solution satisfaisante pour enrayer l'érosion des populations de tétras lyre et que la dérogation octroyée ne nuira ni à la survie en général des populations de renards et de sangliers, ni au maintien dans un état de conservation favorable des milieux préservés par les réserves naturelles domaniales des Hautes-Fagnes;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la destruction des espèces renard et sanglier est autorisée sur l'ensemble des terrains visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2000 portant création des réserves naturelles domaniales des Hautes-Fagnes, moyennant le respect des conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. La destruction du sanglier ne peut être effectuée qu'au moyen d'armes à feu.

L'emploi des armes à feu et de leurs munitions dans le cadre de cette destruction est régi par les mêmes dispositions que celles prévues en vue de l'exercice de la chasse.

L'usage du chien tenu à la longe est autorisé en tout temps en vue de rechercher un sanglier blessé. Le chien peut être libéré de sa longe afin de l'immobiliser.

§ 2. La destruction du renard ne peut se faire qu'au moyen ou à l'aide :

— 1^o d'armes à feu. L'emploi des armes à feu et de leurs munitions dans le cadre de cette destruction est régi par les mêmes dispositions que celles prévues en vue de l'exercice de la chasse;

— 2^o de boîtes à fauves et tous autres pièges ayant pour objet de capturer l'animal par contention dans un espace clos, sans le maintenir directement par une partie du corps et sans le blesser;

— 3^o d'appâts non empoisonnés et non vivants;

— 4^o de pièges à lacets déclenchés par pression sur une palette ou par tout autre système de détente, et ayant pour objet de capturer l'animal par un de ses membres, sans le blesser;

— 5^o de collets munis d'un arrêtoir;

— 6^o de chiens.

Les boîtes à fauves et autres pièges doivent être pourvus d'une ouverture libre d'un cercle d'au moins 3 cm de diamètre.

L'arrêtoir des collets doit être inamovible et disposé de façon à ménager à la boucle, une circonférence minimale de 21 cm pour éviter la strangulation des animaux. Le collet, après mise en place, doit présenter une ouverture maximale de 20 cm de diamètre.

L'attache des pièges à lacets et des collets à arrêtoir qui relie ceux-ci à un point fixe ou mobile, doit comporter au moins un émerillon permettant d'accompagner les mouvements de l'animal capturé, en évitant la torsion du collet ou du lacet.

Les engins doivent être visités chaque jour par le piégeur, dans la matinée. La mise à mort des renards doit intervenir immédiatement et sans souffrance. En cas de capture accidentelle d'un autre animal, celui-ci doit être relâché sans délai.

Art. 3. Les personnes habilitées à pratiquer la destruction sont les agents au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code forestier du 15 juillet 2008. La destruction s'effectue sur ordre de l'inspecteur général du Département de la Nature et de Forêts du Service public de Wallonie ou de son délégué.

Art. 4. La destruction peut se pratiquer toute l'année, en tout temps et à toute heure. Toutefois, lorsque la destruction est effectuée au moyen d'une arme à feu, elle ne peut se faire que depuis une heure avant le lever du soleil jusqu'à une heure après son coucher.

Art. 5. Les interdictions visées aux articles 2 et 5, *d* et *m*, de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, sont levées pour l'application du présent arrêté.

Art. 6. Les sangliers détruits en application du présent arrêté sont mis à la disposition d'un centre public d'action sociale ou d'une ASBL dont l'objet social principal est de venir en aide aux plus défavorisés.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur trente-six mois après celle-ci.

Art. 8. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 août 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2371

[2011/204441]

25. AUGUST 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regulierung der Arten Fuchs und Wildschwein in den domanialen Naturreservaten des Hohen Venns

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 7 ersetzt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, des Artikels 11 abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, und des Artikels 41, ersetzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten außerhalb der für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Wege, insbesondere der Artikel 2 und 5, abgeändert durch den Erlass vom 18. Juli 1991;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2000 zur Errichtung der domanialen Naturschutzgebiete des Hohen Venns;

Aufgrund des am 8. März 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 6. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

In Erwägung des besorgniserregenden Rückgangs des Bestands der Birkhühner, der laut Zählung 2010 auf niedrigsten Stand seiner Geschichte war;

In der Erwägung, dass die Gefährdung durch den Fuchs und das Wildschwein als ein entscheidender Faktor für die Verminderung der Bestände der Birkhühner ausgemacht worden ist;

In der Erwägung, dass die Kontrolle dieser Räuber durch eine Aktion im Randbereich des Naturreservats sich als unwirksam erwiesen hat;

In Erwägung der Dringlichkeit, den Rückgang der Bestände der Birkhühner aufzuhalten;

In der Erwägung, dass es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt, um den Rückgang des Bestands der Birkhühner aufzuhalten, und dass die gewährte Abweichung dem Überleben der Fuchs- und Wildschweinbestände im Allgemeinen, sowie einem günstigen Erhaltungszustand der durch die domanialen Naturreservate des Hohen Venns geschützten Lebensräume nicht schaden wird;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Abweichung von Art. 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird die Vernichtung der Arten Fuchs und Wildschwein auf den gesamten Grundstücken genehmigt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2000 zur Errichtung der domanialen Naturschutzgebiete des Hohen Venns genannt sind, unter der Voraussetzung, dass die in vorliegendem Erlass bestimmten Bedingungen beachtet werden.

Art. 2 - § 1 - Die Vernichtung des Wildschweins darf nur mit Hilfe von Feuerwaffen erfolgen.

Die Benutzung von Feuerwaffen und von Munition im Rahmen dieser Vernichtung muss dieselben Bedingungen wie diejenigen, die zur Ausübung der Jagd vorgesehen sind, erfüllen.

Die Benutzung eines Hundes zum Aufspüren eines verletzten Wildschweins ist jederzeit gestattet, wenn der Hund an der Leine gehalten wird. Der Hund kann von seiner Leine befreit werden, um das Wildschwein unbeweglich zu machen.

§ 2 - Die Vernichtung des Fuchses kann nur mit folgenden Mitteln erfolgen:

— 1° Feuerwaffen. Die Benutzung von Feuerwaffen und von Munition im Rahmen dieser Vernichtung muss dieselben Bedingungen wie diejenigen, die zur Ausübung der Jagd vorgesehen sind, erfüllen;

— 2° Fangkörben und jeglichen sonstigen Fallen, die zum Zweck haben, das Tier durch die Haltung in einem geschlossenen Raum zu fangen, ohne es an einem Körperteil direkt festzuhalten und ohne es zu verletzen;

— 3° nicht vergifteten und nicht lebenden Ködern;

— 4° Schlingenfallen, die durch den Druck auf einem Teller oder durch irgendwelches andere Spannungssystem ausgelöst werden und die als Gegenstand haben, das Tier durch ein seiner Glieder zu fangen, ohne es zu verletzen;

— 5° Halsschlingen mit Stopper;

— 6° Hunden.

Die Fangkörbe und sonstigen Fallen müssen mit einer freien Öffnung, die einem Kreis mit einem mindestens 3 cm großen Durchmesser entspricht, versehen sein.

Der Stopper der Halsschlingen muss unversetzbar sein und so aufgestellt werden, dass die Schleife mindestens einen Kreisumfang von 21 cm hat, um ein Erdrosseln der Tiere zu vermeiden. Die angebrachte Halsschlinge muss eine Öffnung mit einem Höchstdurchmesser von 20 cm haben.

Die Halterung der Schlingenfallen und Halsschlingen mit Stopper, die diese Geräte mit einem festen oder beweglichen Punkt verbindet, muss mindestens einen Drehring haben, durch den die Bewegungen des gefangenen Tiers begleitet werden und die Verdrillung der Schlingenfalle oder Halsschlinge verhindert wird.

Die Vorrichtungen müssen täglich morgens durch den Fangjäger besucht werden. Die Tötung der Füchse muss sofort und ohne Schmerzen stattfinden. Im Falle des zufälligen Fangs eines anderen Tiers muss dieses sofort freigelassen werden.

Art. 3 - Die für die Vernichtung zugelassenen Personen sind die Bediensteten im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 1° des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008. Die Vernichtung erfolgt auf Befehl des Generalinspektors der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder seines Beauftragten.

Art. 4 - Die Vernichtung kann das ganze Jahr über, zu jeder Tages- und Nachtzeit, stattfinden. Wenn die Vernichtung mit Hilfe einer Feuerwaffe stattfindet, darf sie jedoch nur ab einer Stunde vor Sonnenaufgang bis eine Stunde nach Sonnenuntergang vorgenommen werden.

Art. 5 - Die in den Artikeln 2 und 5 *d* und *m* des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten außerhalb der für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Weg erwähnten Verbote werden für die Anwendung des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

Art. 6 - Die in Anwendung vorliegenden Erlasses vernichteten Wildschweine werden einem Öffentlichen Sozialhilfezentrum oder einer VoG, deren Zweck die Hilfestellung zugunsten benachteiligter Personen ist, zur Verfügung gestellt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt sechsunddreißig Monate nach Letzterer außer Kraft.

Art. 8 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. August 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2371

[2011/204441]

25 AUGUSTUS 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot machtiging van de regulatie van de soorten vos en wild zwijn in de domaniale natuurreservaten van de Hoge Venen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882, artikel 7, vervangen door het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, artikel 11, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001, en artikel 41, vervangen door het decreet van 6 december 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, artikel 2 en artikel 5, gewijzigd bij het besluit van 18 juli 1991;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2000 houdende oprichting van de domaniale natuurreservaten van de Hoge Venen;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud, gegeven op 8 maart 2011;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad, gegeven op 6 juni 2011;

Gelet op de zorgwekkende daling van de bevolking van korhoenen die volgens de telling van 2010 op zijn laagste peil ooit stond;

Overwegende dat tot de vaststelling werd gekomen dat het roven door de vos en het wild zwijn bepalende factoren zijn voor de daling van de korhoenbestanden;

Overwegende dat de controle van deze roofdieren door ingrepen aan de rand van het reservaat ondoeltreffend bleek;

Overwegende dat de inkrimping van de korhoenbestanden dringend tegengegaan moet worden;

Overwegende dat er geen andere heilzame oplossing bestaat om het krimpen van de korhoenbestanden tegen te gaan en dat de toegestane afwijking noch het overleven van de vos- en wild zwijnbestanden in het algemeen noch de gunstige staat van instandhouding van de door de domaniale natuurreservaten van de Hoge Venen beschermde milieus schade zullen toebrengen;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt de vernietiging van de soorten vos en wild zwijn toegestaan op de gezamenlijke gronden bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2000 houdende oprichting van de domaniale natuurreservaten van de Hoge Venen, mits inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij dit besluit.

Art. 2. § 1. De vernietiging van het wild zwijn kan enkel door middel van vuurwapens geschieden.

Het gebruik van de vuurwapens en de bijhorende munitie in het kader van die vernietiging wordt geregeld onder dezelfde bepalingen als die bepaald voor de uitoefening van de jacht.

De inzet van de aan de leiband gehouden hond wordt te allen tijde toegelaten met het oog op het zoeken naar een gewond wild zwijn. De hond mag vrijgelaten worden om het gewonde wild onbeweeglijk te maken.

§ 2. De vernietiging van de vos kan enkel geschieden door middel of met behulp van :

— 1° vuurwapens. Het gebruik van vuurwapens en munitie in het kader van de vernietiging wordt geregeld door dezelfde bepalingen bedoeld voor de uitoefening van de jacht.

— 2° kastvallen en iedere andere val met als doel het gevangenzetten van het dier door opsluiting in een gesloten ruimte zonder het rechtstreeks in bedwang te houden via een lichaamsdeel en zonder het te verwonden;

— 3° niet-vergiftigde en niet-levende lokazen;

— 4° strikken die in beweging gezet worden door een palet of door elk ander trekkersysteem, en die tot doel hebben het dier te vangen bij één van zijn leden, zonder het te verwonden;

— 5° vallen voorzien van een stuitnok;

— 6° honden.

De kastvallen voor roofdieren en andere strikken moeten een cirkelvormige vrije opening van minstens 3 cm diameter hebben.

De stuitnok van de vallen moet onverwijderbaar zijn en gezet zodat de lus een minimale cirkel vormt van 21 cm om de wurging van dieren te voorkomen. De val, nadat die gezet werd, moet een maximale opening hebben van 20 cm diameter.

De band van de strikken en van de vallen met een stuitnok die deze verbindt met een vast of beweeglijk punt, moet minstens één wartel bevatten die dezelfde bewegingen uitvoert als het gevangen dier, zonder verdraaiing van de val of van de strik.

De toestellen moeten dagelijks bezocht worden door de strikzetter, 's ochtends. Het doden van de vossen moet onmiddellijk en zonder lijden geschieden. Bij toevallige vangst van een ander dier moet het onmiddellijk vrijgelaten worden.

Art. 3. De personen gemachtigd om de vernietiging uit te voeren zijn de personeelsleden in de zin van artikel 3, lid 1, 1°, van het Boswetboek van 15 juli 2008. De vernietiging wordt uitgevoerd op bevel van de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst of diens gemachtigde.

Art. 4. De vernietiging kan het hele jaar door uitgevoerd worden, te allen tijde en op elk uur van de dag. Wanneer de vernietiging evenwel uitgevoerd wordt door middel van een vuurwapen, kan ze enkel plaatsvinden vanaf één uur voor zonsopgang tot één uur na zonsondergang.

Art. 5. De verbodsbepalingen opgenomen in de artikelen 2 en 5, *d* en *m*, van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, worden opgeheven voor de toepassing van dit besluit.

Art. 6. De wilde zwijnen die vernietigd worden bij toepassing van dit besluit worden ter beschikking gesteld van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een VZW wier maatschappelijk doel er hoofdzakelijk in bestaat de minstbedeelden te steunen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op in werking te zijn zesendertig maanden daarna.

Art. 8. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 augustus 2011.

De Minister-President

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN